

## **Interview de Info-Handicap avec Monsieur le Ministre Claude MEISCH dans le cadre du projet « MODES D'EMPLOI »**

### **1. Êtes-vous d'avis que l'emploi des personnes en situation de handicap est un défi à relever et comment évaluez-vous l'urgence d'y réagir?**

Il va de soi que l'emploi des personnes en situation de handicap est à promouvoir et ne peut pas être remis en cause. La sensibilisation de tous les citoyens à cet effet est indispensable.

Voilà pourquoi l'inclusion scolaire d'élèves à besoins éducatifs spécifiques est un vecteur important pour combattre les préjugés même avant leur apparition et pour rapprocher des personnes qui semblent différentes.

Quand les contacts entre êtres humains avec ou sans besoins éducatifs spécifiques se font dès un âge précoce, les futurs employeurs montreront probablement moins de réticences à l'égard de personnes en situation de handicap.

Il y a nécessité de poursuivre dans la voie entamée. Dire qu'il y a urgence suggère que le sujet en question n'aurait pas été suffisamment reconnu jusqu'à présent. Or, il y a plutôt lieu de renforcer encore les efforts en matière d'inclusion des dernières années qui ont pourtant été considérables.

### **2. Quelles sont les mesures actuellement en place destinées à combattre le chômage des personnes en situation de handicap?**

En ce qui concerne le département de l'Éducation nationale, l'emphase est mise sur une formation individualisée des élèves à besoins éducatifs spécifiques et sur un rapprochement maximal d'élèves avec ou sans besoins éducatifs spécifiques pour favoriser les contacts sociaux entre eux.

Il est évident que chaque enfant et jeune doit être soutenu de sorte à déployer au maximum ses facultés personnelles et cette maxime vaut également pour les élèves à besoins éducatifs spécifiques.

La population des personnes en situation de handicap est en elle-même très hétérogène.

Les enfants et jeunes à troubles de l'ouïe, ceux qui sont malvoyants ou aveugles, et ceux à motricité restreinte fréquentent l'enseignement ordinaire pour autant que leurs facultés cognitives le permettent.

Leur initiation précoce aux aides techniques auxiliaires et l'aménagement de leurs postes scolaires avec les équipements nécessaires (vidéoloupes, claviers braille) les soutiennent lors de leur parcours scolaire. Celui-ci aboutira le cas échéant à l'achèvement d'études secondaires ou d'études supérieures et par là à un emploi sur le premier marché du travail où les mêmes supports technologiques seront mis en place.

Notons que les nouvelles technologies, qui changent le travail quotidien de chacun et le monde du travail en général, sont une valeur ajoutée précieuse dans le cadre de la formation des élèves à déficiences fonctionnelles.

Voilà pourquoi le département de l'Éducation nationale appuie entre autres le fonctionnement d'une cellule de compétences que l'Institut pour Déficients visuels de l'Éducation différenciée a instaurée au Campus Geesseknäppchen où tous les régimes de l'enseignement secondaire sont représentés.

La transcription de manuels et l'adaptation d'outils scolaires peuvent se faire sur place et les enseignants accueillant des jeunes malvoyants ou aveugles sont conseillés par du personnel spécialisé.

La classe OPTIC instaurée en 2014 au Lycée technique de Bonnevoie permet aux élèves malvoyants ou aveugles d'intégrer l'apprentissage de techniques auxiliaires dans leur horaire scolaire normal. En effet, les élèves risquent d'être surmenés par les deux programmes parallèles (programme scolaire proprement dit et apprentissage de techniques spécifiques) et de décrocher par la suite. L'harmonisation des deux volets dans le cadre de l'horaire scolaire évite ce surmenage.

Il en est de même des classes que le Centre de Logopédie a instaurées dans les lycées pour favoriser la réussite scolaire de ses élèves.

En ce qui concerne les élèves à facultés mentales et cognitives restreintes, des démarches sur mesure et en considération du profil spécifique de chaque jeune sont nécessaires.

Ces initiatives concernent aussi bien les jeunes ayant achevé leur scolarité dans une classe de l'enseignement ordinaire que ceux qui ont poursuivi leur parcours dans une école spécialisée de l'Éducation différenciée dont tous les services fonctionnent en réseau.

Au-delà de leur obligation scolaire, les jeunes à besoins éducatifs spécifiques ont la possibilité de fréquenter un centre de propédeutique professionnelle de l'Éducation différenciée qui les prépare à la vie active et à leur insertion sur le premier marché du travail ou dans un atelier protégé.

Afin de favoriser, dans la mesure du possible, l'insertion de jeunes sur le premier marché du travail, un coordinateur de ces initiatives a été désigné à la rentrée scolaire 2016 /2017. Il lui appartient d'harmoniser au mieux le profil des jeunes aspirants et les exigences de postes de travail éventuellement disponibles.

De concert avec les chargés de la direction des centres de propédeutique professionnelle de l'Éducation différenciée, il entretient une collaboration étroite avec les services compétents de l'ADEM, tend à établir et à renforcer un réseau d'employeurs privés potentiels et s'échange régulièrement avec les gestionnaires d'ateliers protégés privés.

Dans le cadre de la formation des élèves à besoins éducatifs spécifiques, une attention particulière est accordée à la concordance entre les techniques auxiliaires employées dans les ateliers protégés et celles qui sont enseignées à l'enfant et au jeune. (Lecture de pictogrammes, "lautsprachbegleitende Gebärden "etc.).

Il appartiendra aux centres de compétences planifiés dans le cadre de la restructuration de l'Éducation différenciée, d'appuyer de manière renforcée la formation des élèves en situation de handicap et par là leur mise au travail.

*Note explicative : Le fait que les ateliers protégés conventionnés emploient également la désignation « propédeutique professionnelle » pour la formation des jeunes qu'ils accueillent, prête parfois à confusion. Le présent texte vise explicitement les centres de propédeutique professionnelle oeuvrant dans le cadre de l'Éducation différenciée, voire du MENJE.*

**3. Pensez-vous que les mesures en place permettent de combattre effectivement le chômage des personnes handicapées? De quelle façon et quelles en sont les étapes dans le temps?**

Le chômage est un problème structurel qui ne concerne pas seulement les personnes en situation de handicap, mais qui concerne également les personnes en situation de handicap.

Le Gouvernement y réagit par un ensemble de mesures dont la description détaillée dépasse le cadre du présent discours.

Dans le cadre de cette question, il faut porter une attention particulière aux personnes à handicap mental et/ou à besoins spécifiques complexes (handicap grave).

Il est vrai que de nombreuses personnes en situation de handicap peuvent contribuer activement à la création d'une plus-value économique. Mais il n'en est pas moins vrai qu'un nombre restreint de personnes ne seront, de par leurs dispositions et malgré leur investissement subjectif, pas aptes à participer à la création de cette plus-value.

Le Professeur allemand et sociologue Uwe Schimank a évoqué lors de la 10e Rencontre Internationale Pédagogie/Psychologie en 2013 que ces personnes sont entièrement dépendantes de la bienveillance des autres. ("Sie sind total vom Wohlwollen der anderen abhängig."). Voilà pourquoi ils se trouvent dans une situation précaire et à la merci de leur entourage. Cette évidence constitue un défi important pour notre société, tant pour les décideurs politiques que pour l'ensemble des citoyens, à savoir de continuer à adhérer aux principes humanistes et de soutenir solidairement ceux dont les dispositions personnelles ne permettent pas de subvenir eux-mêmes à leurs propres besoins.

En effet, ces personnes méritent notre soutien et notre protection.

**4. Quels sont selon vous les besoins/réserves des entreprises en matière d'embauche ou de maintien dans l'emploi des salariés handicapés et comment pensez-vous que votre ministère puisse y répondre?**

L'organisation de stages dans lesquels les partenaires de l'école dont le jeune ressort sont étroitement impliqués, est une mesure qui sensibilise et familiarise les employeurs aux personnes en situation de handicap et constitue un facteur rassurant pour les responsables d'entreprises. Sachant qu'en cas de situations difficiles ils pourront compter sur l'aide de professionnels qualifiés, les employeurs sont plus disposés à accueillir des jeunes à besoins éducatifs spécifiques dans leur entreprise.

En ce qui concerne les jeunes à déficience mentale, de nouvelles démarches ont été mises à l'épreuve. Des phases de stage en entreprise se font pendant 4 jours par semaine en présence du titulaire de groupe, le cinquième jour étant réservé à l'évaluation à l'école des expériences que le jeune a faites sur son lieu de stage. Les réussites et les échecs sont analysés pour adapter le programme scolaire aux matières qui sont encore à assimiler.

Comme les jeunes à déficiences mentales n'obtiennent pas de diplôme, les enseignants concentrent leurs efforts sur la constitution d'un portfolio, décrivant les activités et missions que le jeune est apte à accomplir et renseignant sur les productions qu'il peut parfaire. Cette documentation permet à l'employeur d'évaluer à quel poste de travail le jeune pourrait éventuellement être affecté.

La mise au travail de ces jeunes nécessite un enseignement très individualisé, dispensé par du personnel particulièrement formé à cet effet. Voilà pourquoi le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a renforcé sensiblement et renforcera encore les services responsables de l'enseignement d'élèves à besoins éducatifs spécifiques. Dans le même but il tend à promouvoir la formation continue dans le domaine en question.

**5. Selon nous le travail interministériel dans ce domaine est primordial. Quelle est votre position à ce sujet?**

La nécessité du travail interministériel est évidente.

La direction, les chargés de la direction des écoles spécialisées de l'Éducation différenciée et tous les partenaires du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse auxquels des jeunes en situation de handicap sont confiés, entretiennent des contacts réguliers ou du moins ponctuels avec les instances concernées d'autres ministères.